

# Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de  
l'actualité allemande

Du 16 au 22 avril 2026

**Face aux tensions persistantes dans le détroit d'Ormuz, l'Allemagne envisage une participation à une mission navale internationale pour sécuriser la navigation commerciale, essentielle à l'approvisionnement énergétique mondial.** Le ministre de la Défense, Boris Pistorius (SPD) a confirmé que des préparatifs étaient en cours, tout en posant des conditions strictes : un cessez-le-feu durable, une base juridique claire et un mandat du Bundestag. Le chancelier Friedrich Merz s'est dit ouvert à un engagement, notamment dans le domaine du déminage maritime, où la Bundeswehr pourrait jouer un rôle clé malgré des capacités limitées. Berlin insiste toutefois sur la nécessité d'une coopération étroite avec ses partenaires, en particulier les États-Unis, jugés indispensables tant pour leur expertise militaire que pour leur rôle dans le conflit. Cette réflexion intervient alors que les perturbations dans la région ont des répercussions concrètes en Allemagne, avec une hausse des prix de l'énergie et des inquiétudes liées à l'approvisionnement.

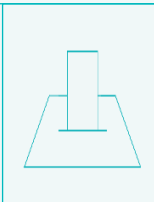
**À l'occasion de la Foire d'Hanovre, le plus grand salon de la technologie industrielle du monde, le chancelier allemand Friedrich Merz et le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva ont affiché leur volonté de renforcer leur partenariat.** Au cœur des discussions : la réduction de la dépendance allemande vis-à-vis de l'Asie pour les terres rares, essentielles aux technologies vertes, dont le Brésil dispose en abondance. Berlin voit également dans le pays sud-américain un modèle en matière de carburants alternatifs, Lula mettant en avant le biodiesel et l'éthanol déjà largement utilisés. En retour, le président brésilien appelle à davantage d'investissements allemands, rendus plus attractifs par l'entrée en vigueur prochaine de l'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur, après 25 ans de négociations. Cet accord ouvre un marché de plus de 720 millions de personnes et symbolise une volonté commune de relancer le multilatéralisme économique.

**Le ministère allemand de la Défense a présenté ce mercredi 22 avril la toute première stratégie militaire de l'histoire de la Bundeswehr, devant le comité de défense et le grand public.** Cette stratégie vise à faire de l'Allemagne la première armée conventionnelle d'Europe, avec un objectif de 260 000 soldats actifs d'ici 2035 (contre environ 185 000 aujourd'hui) et au moins 460 000 avec les réservistes. Cet objectif est maintenu malgré les demandes internes de hauts responsables militaires de dépasser les 300 000, face à la menace croissante de la Russie. La stratégie présentée ce matin est accompagnée par un document complémentaire traduisant les objectifs politiques en capacités militaires concrètes. Elle vise ainsi à répondre à des menaces concrètes, notamment celle de la Russie, en renforçant la dissuasion, la coopération avec les alliés et la préparation opérationnelle. Après des décennies de sous-financement relatif de ses forces armées, l'Allemagne a assoupli sa règle de frein à l'endettement afin d'augmenter fortement ses dépenses de défense l'année dernière. Le gouvernement a toutefois exprimé des réserves concernant le rythme des réformes, soulignant que, si le ministre de la Défense, Boris Pistorius, a fait plusieurs annonces, il est désormais temps de passer à l'action.

**Le gouvernement fédéral allemand a convoqué l'ambassadeur russe, Sergej Netschajew, après avoir reçu « des menaces directes » de Moscou contre les entreprises d'armement en Allemagne.** Le ministre des Affaires étrangères, Johann Wadepuhl (CDU), a dénoncé des actes « inacceptables », évoquant également des activités d'espionnage attribuées à Moscou, tout en affirmant que Berlin ne cédera pas à l'intimidation. Les autorités n'ont pas précisé la nature exacte des menaces, mais cette décision intervient peu après la publication par la Russie d'une liste d'entreprises liées à la production de drones pour l'Ukraine, dont certaines situées en Allemagne. Elle coïncide aussi avec l'arrestation en Russie d'une ressortissante allemande accusée de préparer un attentat pour le compte de Kiev. Dans ce contexte, le gouvernement allemand, acteur clé du soutien à l'Ukraine, se dit en état d'alerte face à des actions hybrides imputées à la Russie, mêlant espionnage, sabotage et cyberattaques.

**Le gouvernement allemand prévoit de prolonger jusqu'au 30 juin 2027 la possibilité pour les employeurs de verser à leurs salariés une prime exceptionnelle défiscalisée de 1 000 euros, initialement limitée à 2026.** Cette mesure, destinée à compenser la hausse des prix de l'énergie liée au contexte géopolitique international, pourrait entraîner une perte fiscale estimée à 2,8 milliards d'euros selon le ministre des Finances Lars Klingbeil (SPD). Déjà controversée, la prime suscite une forte opposition du côté des entreprises, qui dénoncent un transfert de charge de l'État vers le secteur privé : selon une enquête de la fédération du commerce, une large majorité estime que cette aide devrait être financée par les pouvoirs publics et non par les employeurs, en particulier dans un contexte économique tendu.

## PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Le chef du groupe CDU/CSU au Bundestag, **Jens Spahn**, s'est exprimé en ce début de semaine parlementaire au Bundestag pour appeler à accélérer les réformes structurelles afin de relancer la croissance en Allemagne. Selon lui, des changements profonds sont indispensables, notamment dans les finances publiques, la fiscalité et les retraites, en commençant par une réforme du système de santé. Il met en garde contre le recours à de nouvelles dettes, estimant qu'elles pèseraient sur les générations futures et menaceraient la stabilité financière du pays. Le projet de réforme de l'assurance maladie, porté par la ministre Nina Warcken, vise justement à contenir les coûts et stabiliser les cotisations, même s'il suscite de nombreuses critiques. Le chef CSU au Bundestag, Alexander Hoffmann, reconnaît un effort difficile mais nécessaire et insiste sur une répartition équitable des efforts, notamment via un financement public de certaines prestations. Enfin, le gouvernement prévoit aussi une baisse des prix du carburant grâce à une réduction fiscale, tout en renforçant la régulation pour que cette baisse profite aux consommateurs. Sur un autre plan, les responsables politiques se félicitent d'une baisse marquée des demandes d'asile, présentée comme le résultat d'un durcissement de la politique migratoire.

## LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

**20 000**



En raison de la hausse du prix du kérosène et de la suppression de sa filiale Cityline, la compagnie aérienne allemande réduit drastiquement son programme de vols, **annulant 20 000 vols court-courriers d'ici octobre**. Cette décision permettra d'économiser environ 40 000 tonnes de kérosène, dont le prix a doublé depuis le début de la guerre en Iran. Ces ajustements permettront d'éliminer les vols non rentables tout en optimisant les hubs de Francfort, Munich, Zurich, Vienne, Bruxelles et Rome. Les passagers pourront ainsi toujours accéder au réseau mondial de la compagnie. Les premières annulations, portant sur 120 vols quotidiens jusqu'à la fin du mois de mai, ont déjà été effectuées. Des destinations telles que Bydgoszcz, Rzeszów et Stavanger sont temporairement supprimées, tandis que dix autres liaisons seront redirigées vers d'autres aéroports. Lufthansa annonce également une révision de ses plans de vol à moyen terme, dont les détails sont attendus pour la fin avril ou le début mai.